

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.038/AG

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 13 janvier 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables ^(*), sur des amendements aux propositions de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, DOC 51 1379/003 et 51 1380/003),

a donné le 18 janvier 2005 l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.038/AV

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 13 januari 2005 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen verlengd tot acht werkdagen ^(*), van advies te dienen over amendementen op de voorstellen van wet "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (Parl. St., Kamer, 2004-2005, DOC 51 1379/003 en 51 1380/003),

heeft op 18 januari 2005 het volgende advies gegeven :

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique des amendements, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

La portée des amendements

1. Les amendements à la proposition de loi n° 1379/1 modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde ¹ tendent principalement à y rectifier des erreurs matérielles ou à apporter des adaptations d'ordre technique à cette proposition ou à la législation en vigueur, en fonction de l'objectif principal de la proposition, soit la scission de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Certains résultent d'observations faites par la section de législation du Conseil d'État dans son avis du 9 novembre 2004 portant les n°s 37.729/AG à 37.736/AG ² et ayant notamment pour objet les propositions de loi n°s 1379/1 et 1380/1.

Les amendements n°s 4 et 6 à la proposition n° 1379/1 portent davantage sur le fond de la proposition: ils tendent à remplacer les articles 9 et 11, C, de celle-ci, qui ont pour objet de modifier les dispositions du Code électoral relatives, respectivement, au seuil d'admissibilité des listes à la répartition des sièges au niveau des circonscriptions électorales et au seuil d'admissibilité des groupements de listes et des listes isolées à la répartition complémentaire des sièges organisée au niveau du bureau central compétent, en vertu de l'article 115 du Code électoral tel que modifié par l'article 3 de la loi proposée, pour les trois circonscriptions de Bruxelles, de Brabant wallon et de Brabant flamand en cas de groupement de listes dans les conditions prévues par l'article 132 proposé du Code électoral. L'objet plus précis de ces deux amendements est exposé plus bas, en introduction aux observations qui les concernent ³.

⁽¹⁾ *Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, n° 1379/3.

⁽²⁾ *Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, n° 1365/2.

⁽³⁾ N°s 3 et 4.

2. Les amendements à la proposition de loi n° 1380/1 modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde ⁴, tendent également à titre principal à y rectifier des erreurs matérielles ou à apporter des adaptations ou des compléments d'ordre technique à cette proposition ou à la législation en vigueur, toujours en fonction de l'objectif principal de la proposition, soit la scission de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Certains de ces amendements résultent d'observations faites par la section de législation du Conseil d'État dans son avis précité portant les n°s 37.729/AG à 37.736/AG. Plus spécialement, l'amendement n° 3 tend à insérer un titre *IIbis* et un article *9bis* dans la proposition afin de "remplacer" l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise par une disposition relative à la détermination du groupe linguistique auquel appartiennent les députés élus dans la circonscription électorale de Bruxelles. Les amendements n°s 4 et 5 tendent à insérer des titres *IIter* et *IIquater* dans la proposition afin de modifier respectivement l'article 7, § 2, alinéa 4, et l'article 20, alinéa 2, de la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé et l'article 3, § 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Les amendements n°s 4 et 6 à la proposition n° 1379/1

(Doc. parl., Chambre, n° 51-1379/3)

3. L'amendement n° 4 à la proposition n° 1379/1 tend à remplacer l'article 165*bis*, 1°, du Code électoral par une disposition dont il résulterait que, pour l'élection de la Chambre des représentants, seules les listes ayant obtenu au moins 5 % du total général des votes valablement exprimés dans la circonscription seraient admises à la répartition des sièges au niveau de la circonscription. Ce même amendement supprime la vocation à la répartition des sièges au profit des listes groupées selon un calcul des 5 % différent de celui qui s'appliquait aux listes non groupées ⁵.

⁽⁴⁾ Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 1380/3.

⁽⁵⁾ Voy. toutefois l'amendement n° 6.

Comme l'expose la justification de cet amendement, en supprimant cette différence à ce stade de l'attribution des sièges, l'amendement rend sans objet les observations faites par la section de législation du Conseil d'État sur ce point dans son avis précité portant les n^{os} 37.729/AG à 37.736/AG ⁶.

4. L'amendement n° 6 porte sur la répartition complémentaire des sièges, résultant du mécanisme de l'apparement que la proposition maintient pour ce qui concerne les circonscriptions électorales de Bruxelles, de Brabant flamand et de Brabant wallon.

Il tend à prévoir que seront admis à cette répartition complémentaire, outre les listes isolées ayant obtenu au moins 5 % dans leur circonscription,

"... tous les groupes de liste, pour autant qu'ils aient obtenu au moins 5 % du total général des votes valablement exprimés dans une des circonscriptions entre lesquelles s'opère le groupement de listes en question".

5. Cette dernière disposition remplacerait, en ce qui concerne les listes groupées, l'article 170, alinéa 3, du Code électoral, selon lequel la répartition complémentaire n'est ouverte qu'aux listes groupées dont au moins une doit avoir obtenu un chiffre électoral au moins égal à 33 % du diviseur électoral dans sa circonscription.

La justification de l'amendement expose que "[l']amendement poursuit cette logique et admet également à la répartition des sièges les [...] groupes de listes ayant obtenu dans l'une des circonscriptions formant groupe un pourcentage déterminé des votes valables (en l'occurrence 5 % des votes valables)". C'est pour chaque groupe de listes que l'une des listes groupées doit avoir obtenu, dans une circonscription au moins, le minimum de 5 % des votes valables par rapport au total des votes valables dans cette circonscription.

⁽⁶⁾ Observations figurant sous le n° 20 de l'avis précité.

Le texte de l'amendement devrait être revu pour éviter d'être lu en manière telle que la fraction de 5 % serait calculée au numérateur en fonction du total des votes obtenus dans deux circonscriptions par des listes groupées entre elles, voire en fonction de l'ensemble des listes groupées dans une ou plusieurs circonscriptions ⁷.

6. Ceci étant, même lu de cette manière, l'amendement maintient, comme sa justification l'expose, "une distinction entre les candidats de listes formant groupe et les candidats de listes présentées dans des circonscriptions électorales pour lesquelles aucun système d'apparement n'a été prévu" puisque, contrairement à ce qui est prévu de manière générale dans chaque circonscription par l'article 165*bis*, 1°, du Code électoral, tel que proposé par l'article 9 de la proposition amendé par l'amendement n° 4, il permet à une liste n'ayant pas obtenu 5 % des votes valables dans sa circonscription de participer à une répartition des sièges, à la condition qu'elle soit groupée et que la liste avec laquelle elle est groupée ait obtenu ce pourcentage dans sa circonscription.

Sur ce point, la justification de l'amendement se réfère au fait que cette distinction serait "inhérent[e] au système de l'apparement à titre de modalité particulière" et que l'actuel système d'apparement prévoit déjà un seuil de 33 % de votes par rapport au diviseur électoral dans une seule des circonscriptions concernées.

En soi, ces considérations sont admissibles. Dans le passé, ce quorum des 33 % ⁸ a pu être justifié par la nécessité de freiner l'émiettement des partis et l'élection de

(7) Il pourrait être notamment donné suite à cette observation en n'évoquant plus, au début du texte "tous les groupes de listes", mais "chaque groupe de listes", en déplaçant les mots "dans une des circonscriptions entre lesquelles s'opère le groupement de listes en question" entre les mots "obtenu" et "au moins 5 %" et en adaptant le reste du texte en conséquence.

(8) Il s'agissait même, en ce qui concerne la Chambre des représentants, d'un seuil de 66 %, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1993 modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, le Code électoral, la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

candidats non représentatifs de courants généraux d'opinion ⁹. Le législateur a pu considérer comme excessif d'étendre l'exigence d'un seuil dans l'ensemble des circonscriptions concernées, ce qui aurait pu avoir pour effet de priver de vocation à la représentation complémentaire un courant d'opinion suffisamment significatif. En soi, ces motifs peuvent être transposés au système de seuil envisagé par la proposition, qui établit un équilibre entre l'objectif tendant à "combattre «une plus grande fragmentation du paysage politique»" ¹⁰ et celui consistant à ne pas pénaliser les listes suffisamment représentatives dans leur circonscription. Au demeurant, dans le système envisagé par l'amendement à l'examen, il aurait été paradoxal d'admettre à la répartition complémentaire, parmi les listes ayant obtenu 5 % des votes valables dans une circonscription, les listes isolées et non celles des listes groupées dont les listes apparentées n'auraient pas obtenu ce seuil dans leur circonscription.

Pour le surplus, en tant que la disposition amendée se situe dans le contexte du système d'apparement conçu par la proposition n° 1379/1, il est renvoyé aux considérations émises sur ce point sous les n°s 17 à 19 de l'avis précité portant les n°s 37.729/AG à 37.736/AG ¹¹.

⁽⁹⁾ *Doc. parl.*, Chambre, 1918-1919, n° 269, p. 836, III; *Doc. parl.*, Sénat, 1946, n° 18, not. p. 6; Centre d'études pour la réforme de l'État, *La réforme de l'État*, t. I^{er}, pp. 535 et s., cité in L. Moureau et Ch. Goossens, "L'évolution des idées concernant la représentation proportionnelle en Belgique", *Rev. dr. int. dr. comp.*, 1958, n° spécial, p. 388, note 14.

⁽¹⁰⁾ Motif exprimé dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 13 décembre 2002 modifiant le Code électoral, qui a inséré le seuil des 5 % dans le Code électoral (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 50-1806/1, p. 7) et retenu par l'arrêt n° 73/2003 de la Cour d'arbitrage du 26 mai 2003 (considérant B.19.6).

⁽¹¹⁾ Pour une observation analogue, voy. le même avis, n° 20, *in fine*; voy. aussi l'observation faite sous le n° 17, *in fine*, de l'avis du 23 août 2004 portant les n°s 37.569/AG à 37.571/AG portant sur une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, n° 51-0333/1) (37.569/AG), une proposition de loi "modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en vue de fixer le nombre de sièges à répartir entre les collèges électoraux et de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, n° 51-632/1) (37.570/AG) et une proposition de loi "scindant la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde pour l'élection du Parlement européen" (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, n° 51-1040/1) (37.571/AG) (cet avis porte les références suivantes des documents parlementaires : Chambre, 2003-2004, n°s 51-333/2, 51-632/2 et 51-1040/2).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de amendementen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Draagwijdte van de amendementen

1. De amendementen op wetsvoorstel nr. 1379/1 tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde ¹, strekken voornamelijk tot het rechtzetten van verschrijvingen of tot het aanbrengen van technische aanpassingen in dat voorstel of in de geldende wetgeving, in het licht van de hoofddoelstelling van het voorstel, namelijk de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. Sommige van die amendementen zijn het gevolg van opmerkingen die de afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft gemaakt in haar advies van 9 november 2004 met de nummers 37.729/AV tot 37.736/AV ², dat onder meer betrekking heeft op de wetsvoorstellen nrs. 1379/1 en 1380/1.

De amendementen 4 en 6 op voorstel nr. 1379/1 hebben meer betrekking op de inhoud van het voorstel: ze strekken ertoe nieuwe bepalingen in de plaats te stellen van de artikelen 9 en 11, C, ervan, waarbij wijzigingen worden aangebracht in de bepalingen van het Kieswetboek betreffende, respectievelijk, de drempel vanaf welke lijsten toegelaten worden tot de zetelverdeling op het niveau van de kieskringen en de drempel vanaf welke lijstenverbindingen en alleenstaande lijsten toegelaten worden tot de aanvullende zetelverdeling die op het niveau van het bevoegde centraal bureau georganiseerd wordt krachtens artikel 115 van het Kieswetboek, zoals dat artikel gewijzigd wordt bij artikel 3 van de voorgestelde wet, voor de drie kieskringen, Brussel, Vlaams-Brabant en Waals-Brabant, in geval van lijstenverbinding onder de voorwaarden gesteld in het voorgestelde artikel 132 van het Kieswetboek. De meer specifieke bedoeling van die beide amendementen wordt infra uiteengezet, bij wijze van inleiding tot de opmerkingen die daarop betrekking hebben ³.

⁽¹⁾ *Gedr. St.*, Kamer, 2004-2005, nr. 1379/3.

⁽²⁾ *Gedr. St.*, Kamer, 2004-2005, nr. 1365/2.

⁽³⁾ Nummers 3 en 4.

2. De amendementen op wetsvoorstel nr. 1380/1 tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde ⁴, strekken er eveneens in de eerste plaats toe daarin verschrijvingen recht te zetten of aanpassingen of aanvullingen van technische aard aan te brengen in dat voorstel of in de geldende wetgeving, steeds in het licht van de hoofddoelstelling van het voorstel, namelijk de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. Sommige van die amendementen volgen uit opmerkingen die de afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft gemaakt in haar voornoemde advies met de nummers 37.729/AV tot 37.736/AV. Meer in het bijzonder strekt amendement nr. 3 ertoe in het voorstel een titel *Ilbis* en een artikel *9bis* in te voegen met het oog op de "vervanging" van artikel 1, § 1, 2°, van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de wetgevende kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap, door een bepaling betreffende het vaststellen van de taalgroep waartoe de volksvertegenwoordigers behoren die in de kieskring Brussel worden gekozen. De amendementen 4 en 5 strekken ertoe in het voorstel een titel *IIter* en een titel *IQuarter* in te voegen tot wijziging van respectievelijk artikel 7, § 2, vierde lid, en artikel 20, tweede lid, van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming en van artikel 3, § 2, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

De amendementen 4 en 6 op wetsvoorstel nr. 1379/1

(Gedr. St., Kamer, nr. 51-1379/3)

3. Amendement nr. 4 op wetsvoorstel nr. 1379/1 strekt ertoe artikel 165*bis*, 1°, van het Kieswetboek te vervangen door een bepaling die tot gevolg zou hebben dat, voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers alleen lijsten die minstens 5 % van het algemeen totaal van de geldig uitgebrachte stemmen in de kieskring hebben behaald, toegelaten worden tot de zetelverdeling op het niveau van de kieskring. Bij ditzelfde amendement vervalt de verschillende berekening van de kiesdrempel van 5 % vanaf welke verbonden lijsten en niet-verbonden lijsten toegelaten worden tot de zetelverdeling ⁵.

⁽⁴⁾ Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 1380/3.

⁽⁵⁾ Zie evenwel amendement nr. 6.

Zoals in de verantwoording wordt uiteengezet, maakt dit amendement, door dit verschil in dit stadium van de toewijzing van de zetels op te heffen, de opmerkingen doelloos die de afdeling Wetgeving van de Raad van State op dit punt in haar advies nrs. 37.729/AV tot 37.736/AV ⁶ heeft gemaakt.

4. Amendement nr. 6 heeft betrekking op de aanvullende verdeling van de zetels, die het gevolg is van de apparenteringsregeling die in het voorstel wordt gehandhaafd voor de kieskringen Brussel, Vlaams-Brabant en Waals-Brabant.

Het bepaalt dat tot deze aanvullende verdeling toegelaten worden, naast de alleenstaande lijsten die ten minste 5 % in hun kieskring hebben behaald,

"alle lijstengroepen, voor zover zij minstens 5 % van het algemeen totaal van de geldig uitgebrachte stemmen hebben behaald in een van de kieskringen waartussen de betrokken lijstenverbinding verloopt".

5. Deze laatste bepaling zou, wat de verbonden lijsten betreft, artikel 170, derde lid, van het Kieswetboek vervangen, volgens hetwelk tot die aanvullende verdeling alleen verbonden lijsten worden toegelaten waarvan er minstens één een stemcijfer heeft gekregen dat ten minste gelijk is aan 33 % van de kiesdeler in haar kieskring.

In de verantwoording van dit amendement staat: "(het) amendement trekt deze logica door en laat eveneens een ... lijstengroep toe tot de zetelverdeling wanneer die in een van de verbonden kieskringen een bepaald percentage van de geldige stemmen behaalt (i.c. 5 % van de geldige stemmen)". Het is voor elke lijstengroep dat een van de verbonden lijsten in ten minste één kieskring het minimum van 5 % van de geldige stemmen moet hebben behaald ten opzichte van het totaal van de geldige stemmen in deze kieskring.

⁽⁶⁾ Opmerkingen onder nr. 20 van het voormelde advies.

De tekst van het amendement zou moeten worden herzien om te voorkomen dat het zo wordt uitgelegd dat de 5 % zou worden berekend op de teller, op de grondslag van het totaal van de stemmen behaald in twee kieskringen door verbonden lijsten, en zelfs op basis van het geheel van de verbonden lijsten in een of meer kieskringen ⁷.

6. Zelfs als het aldus wordt uitgelegd, handhaaft het amendement, zoals in de verantwoording wordt gesteld, dus "een onderscheid tussen kandidaten op verbonden lijsten en kandidaten op lijsten in kieskringen waar niet in een apparenteringregeling is voorzien", aangezien het, in tegenstelling tot wat bij artikel 165*bis*, 1°, van het Kieswetboek in het algemeen bepaald wordt voor elke kieskring, zoals voorgesteld wordt bij artikel 9 van het voorstel dat geamendeerd wordt bij amendement nr. 4, een lijst die niet 5 % van de geldige stemmen in haar kieskring heeft behaald, de mogelijkheid biedt deel te nemen aan de zetelverdeling, op voorwaarde dat het een verbonden lijst betreft en dat de lijst waarmee ze verbonden is dit percentage heeft behaald in haar kieskring.

Wat dat betreft wordt in de verantwoording van het amendement verwezen naar het feit dat dit onderscheid "inherent [zou zijn] aan het systeem van apparentering als bijzondere nadere regel" en dat de huidige apparenteringsregeling reeds voorziet in een drempel van 33 % van de stemmen ten opzichte van de kiesdeler in slechts één van de betrokken kieskringen.

⁽⁷⁾ Deze opmerking zou worden opgevolgd door in het begin van de tekst niet langer de woorden "alle lijstengroepen" te bezigen, maar de woorden "elke lijstengroep", door de woorden "in een van de kieskringen waartussen de betrokken lijstenverbinding verloopt" in te voegen tussen de woorden "voor zover zij" en "minstens 5 %" en door de rest van de tekst dienovereenkomstig aan te passen.

Die overwegingen zijn op zich aanvaardbaar. In het verleden kon dat vereiste aantal van 33 % van de stemmen ⁸ worden gewettigd door de noodzaak om de versnippering van de partijen en de verkiezing van kandidaten die niet representatief waren voor algemene stromingen binnen de publieke opinie ⁹, tegen te gaan. De wetgever heeft geoordeeld dat het overdreven zou zijn te bepalen dat die drempel in alle betrokken kieskringen moest worden gehaald, wat tot gevolg had kunnen hebben dat een bepaalde stroming binnen de publieke opinie die voldoende representatief was, geen aanspraak kon maken op aanvullende vertegenwoordiging. Die motieven op zich kunnen omgezet worden in het drempelsysteem zoals bedoeld in het voorstel, dat een evenwicht instelt tussen de doelstelling om "«een verdere versnippering van het politieke landschap» tegen te gaan" ¹⁰ en de doelstelling om lijsten die binnen hun kieskring voldoende representatief zijn, niet te benadelen. Overigens zou het in het systeem in uitzicht gesteld door het voorliggende amendement paradoxaal geweest zijn als van de lijsten die in een kieskring 5 % van de geldige stemmen hebben behaald, tot de aanvullende verdeling alleenstaande lijsten werden toegelaten en niet die verbonden lijsten waarvan de geapparenteerde lijsten die drempel niet gehaald zouden hebben in hun kieskring.

(8) Wat de Kamer van volksvertegenwoordigers betreft, ging het zelfs om een drempel van 66 %, tot de inwerkingtreding van artikel 2 van de wet van 30 december 1993 tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, van het Kieswetboek, van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap en van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.

(9) *Gedr. St.*, Kamer, 1918-1919, nr. 269, blz. 836, III; *Gedr. St.*, Senaat, 1946, nr. 18, inz. blz. 6; Centre d'études pour la réforme de l'Etat, *La réforme de l'Etat*, dl. I, blz. 535 e.v., geciteerd in L. Moureau en Ch. Goossens, "L'évolution des idées concernant la représentation proportionnelle en Belgique", *Rev. dr. int. dr. comp.*, 1958, bijzonder nummer, blz. 388, noot 14.

(10) Motief opgegeven in de memorie van toelichting van het ontwerp dat de wet van 13 december 2002 tot wijziging van het Kieswetboek is geworden, waarbij de drempel van 5 % is ingevoerd in het Kieswetboek (*Gedr. St.*, Kamer, 2001-2002, nr. 50-1806/1, blz. 7) en dat in aanmerking is genomen in arrest nr. 73/2003 van het Arbitragehof van 26 mei 2003 (overweging B.19.6).

Voor het overige wordt, voorzover de geamendeerde bepaling aansluit bij de apparenteringsregeling zoals die is opgevat in voorstel nr. 1379/1, verwezen naar de overwegingen die daaromtrent zijn gemaakt in de nrs. 17 tot 19 van het genoemde advies met de nrs. 37.729/AV tot 37.736/AV ¹¹.

⁽¹¹⁾ Voor een soortgelijke opmerking, zie hetzelfde advies, nr. 20, *in fine*; zie ook de opmerking gemaakt in nr. 17, *in fine*, van het advies van 23 augustus 2004 met de nrs. 37.569/AV tot 37.571/AV over een voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (*Gedr. St.*, Kamer, zitting 2003-2004, nr. 51-0333/1) (37.569/AV), een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement met het oog op de vastlegging van het aantal te verdelen zetels over de kiescolleges en de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (*Gedr. St.*, Kamer, zitting 2003-2004, nr. 51-632/001) (37.570/AV), en een voorstel van wet "tot splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde voor de verkiezing van het Europees Parlement" (*Gedr. St.*, Kamer, zitting 2003-2004, nr. 51-1040/1) (37.571/AV) (dit advies vermeldt de volgende verwijzingen naar de gedrukte stukken: Kamer, 2003-2004, nrs. 51-333/2, 51-632/2 en 51-1040/2).

L'assemblée générale de la section de législation
était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetge-
ving was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre, président,
kamervoorzitter, voorzitter,

Messieurs
de Heren

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

D. ALBRECHT
P. LEMMENS,
J. BAERT,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

B. SEUTIN,

H. COUSY
J. VELAERS,
J. KIRKPATRICK
J.-C. SCHOLSEM,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Monsieur
de Heer

M. FAUCONIER,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par
MM. X. DELGRANGE, W. PAS,
J. VAN NIEUWENHOVE auditeurs.

De verslagen werden uitgebracht door de
HH. X. DELGRANGE, W. PAS,
J. VAN NIEUWENHOVE auditeurs.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

M. FAUCONIER

M.-L. WILLOT-THOMAS